

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 MARS 1903.

Proposition de loi modifiant la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La loi du 10 mai 1900, sur les pensions de vieillesse, a donné un magnifique élan aux idées de prévoyance et de mutualité.

Les particuliers, les communes, les bureaux de bienfaisance, les provinces, les institutions de charité privée ont imité l'exemple de l'État en stimulant par des subsides l'effort de l'épargne. Des sociétés et des fédérations se sont créées dans tout le pays, et y constituent d'ardents foyers de propagande, agissant sur les esprits et les volontés.

Pour se rendre compte de la puissance du courant mutualiste, il suffit de parcourir le rapport de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite sur les opérations de 1901.

En 1901, il fut pris 133,606 nouveaux livrets de pension, sur lesquels il fut versé fr. 8,853,414.08, dont fr. 4,147,672.17 par des intermédiaires, fr. 2,830,008.61 par des particuliers et fr. 1,853,733.30 par l'État, les provinces, le Ministère de l'Agriculture, etc.; les rentes acquises pendant cette seule année s'élevèrent à la somme de fr. 4,904,826.45.

Ce résultat révèle toute son importance lorsqu'on le compare avec celui obtenu dans les années antérieures. Pendant la période décennale de 1888-1897, il n'y avait que 52,000 affiliations à la Caisse de Retraite; pendant les quatre années suivantes, 1898-1901, le nombre de comptes nouveaux s'élevait à 380,000, dont 136,384 pour l'année 1900, et 133,606 pour 1901. Le montant des versements qui, en 1900 n'avait été que de fr. 5,121,056.02, a été à peu près du double en 1901.

C'est la jeunesse surtout qui se pénètre d'idées de prévoyance et d'épargne; les mutualités scolaires se présentent dans le rapport avec un versement global de fr. 1,628,963.35.

Ces constatations sont consolantes; malheureusement, il existe une ombre à ce tableau, c'est l'indifférence de l'âge mûr.

On pouvait le prévoir. L'épargne, dit-on, est une habitude. Si cette maxime est trop absolue, on est tout au moins en droit d'affirmer que l'épargne tient de l'habitude. Or, si la nature humaine, à l'instar des plantes, est souple au jeune âge et se plie aisément aux directions que lui imprime l'éducation, elle se raidit plus tard dans les habitudes prises. Rien n'est plus difficile que d'assouplir aux idées et aux pratiques de la prévoyance ceux qui, dans l'enfance, y restèrent étrangers. A l'indifférence naturelle se joint encore, en matière de pensions, le découragement que produit l'impuissance de se créer une rente suffisante. Ainsi, celui qui, à l'âge de 40, 45 ou 50 ans, verserait annuellement 5 francs, n'obtiendrait, à 65 ans, même avec les primes de 60 centimes par franc, qu'une rente d'environ 61, 42 ou 27 francs. Il est manifeste que l'encouragement est insuffisant pour secouer des habitudes d'imprévoyance et pour stimuler l'effort d'une volonté engourdie.

Aussi la loi du 10 mai 1900 prévoit-elle des mesures de transition et accorde-t-elle une aide spéciale à ceux dont l'âge paralyse l'action.

A ceux qui, au 1^{er} janvier 1900, comptaient de 55 à 58 ans, elle accorde une pension complémentaire de 65 francs, à l'âge de 65 ans, s'ils ont fait des versements atteignant ensemble 18 francs.

L'encouragement n'a pas été sans effet; le tableau ci-contre le fait ressortir.

*Classement des livrets nouveaux au point de vue de l'âge
des titulaires.*

		Nombre de livrets créés.	
		1900.	1901.
Ages des titulaires.			
6 à 9 ans	inclusivement (loi du 9 août 1897)	19,948	21,210
10 à 20	—	46,195	45,871
21 à 30	—	25,582	24,551
31 à 40	—	20,855	17,158
41 à 50	—	14,187	12,340
51 à 60	—	9,079	14,942
61 et plus		539	534

On le voit, alors que le nombre de livrets diminue au fur et à mesure qu'on s'avance dans les catégories plus âgées, il s'élève brusquement pour la catégorie dans laquelle se trouvent les personnes âgées de 55 à 58 ans.

La loi, dans son article 8, offre un autre encouragement, réservé aux personnes âgées d'au moins 40 ans au 1^{er} janvier 1890; elle étend la base sur laquelle se calculent les primes de 60 centimes par franc; elle la porte de 15 à 24 francs, de sorte que l'ensemble des primes pour une personne peut atteindre fr. 14.40.

Mais cette disposition semble avoir été destituée d'effet, tout au moins d'effet suffisant.

La section centrale l'avait prédit, et elle avait insisté auprès du Gouvernement pour obtenir une amélioration du système proposé ; elle s'exprimait dans les termes suivants :

« § 3. — *Dispositions transitoires en faveur des ouvriers âgés de 40 ans.*

» Plusieurs membres, parmi lesquels le très compétent président de la commission extra-parlementaire que la section centrale avait l'heureuse fortune de compter dans son sein, ont exprimé l'opinion que l'intervention en faveur de ces ouvriers déjà âgés eût dû être plus grande, et qu'en tout cas, il eut été opportun d'établir la majoration non pas seulement en haut, pour les ouvriers à forts salaires, mais aussi en bas, pour les petits salaires. La section centrale n'a pas cru néanmoins pouvoir proposer un amendement dont il ne lui eut pas été possible de mesurer les conséquences fiscales.....

» Mais la section compte qu'avant le vote du projet, MM. les Ministres des Finances et de l'Industrie et du Travail voudront bien examiner rapidement s'il n'est pas possible d'encourager d'une façon plus efficace encore les versements faits par les ouvriers âgés aujourd'hui de 40 ans. »

Ces vœux étaient justifiés, l'expérience s'est chargée de le démontrer.

La loi s'énervé par l'indifférence des aînés. Les propagandistes sont unanimes non-seulement pour signaler le mal, mais pour en indiquer l'étendue ; il n'atteint pas seulement la catégorie des personnes âgées de 40 à 53 ans, qui se désintéressent de la loi, plus par impuissance que par indifférence naturelle, et qui donneront plus tard le triste spectacle d'une génération sans pension ; il agit encore sur les catégories plus jeunes qui sont démoralisées par cet exemple pernicieux.

Il est urgent de combler la lacune de la loi, en créant un encouragement mieux approprié. On a le choix entre les deux modes déjà mis en pratique ; on peut accorder, à ceux qui veulent faire des versements minima à déterminer, une pension supplémentaire, inférieure à 63 francs et graduée suivant leur âge. On peut aussi augmenter leur prime par franc versé, ou même combiner les deux modes.

Nous avons accordé la préférence au second mode, pour le double motif qu'il constitue l'encouragement le plus direct et qu'il supprime toute distinction entre titulaires, ainsi que toute intervention des comités de patronage.

Nous ne proposons qu'un relèvement très modéré des primes. Nous les portons à 1 franc par franc pour les personnes âgées de 40 à 48 ans, à 2 francs pour les personnes âgées de 48 à 53 ans ; et nous en limitons encore l'application aux 6 premiers francs, de la sorte s'évanouit la crainte, exprimée jadis par la section centrale, d'alourdir à l'excès les charges de l'État. On s'en convainc aisément, lorsqu'on constate que le total des versements provenant des subsides de l'État, des provinces, du Ministère de l'Agriculture, etc., n'atteignait, en 1901, que fr. 1,855,733.50.

Notre proposition s'expose bien plus au reproche d'être trop modérée ; si nous lui avons donné des limites aussi étroites, c'est dans le double espoir,

d'une part, d'en hâter l'adoption par une adhésion plus facile du Gouvernement, et, d'autre part, de voir de plus en plus les provinces, les communes, ainsi que les institutions officielles ou privées de bienfaisance, compléter ces primes par des subsides.

Notre but est de mettre la loi mieux en rapport avec les exigences démontrées par la pratique, et d'assurer ainsi un succès plus complet à une œuvre, à base d'initiative privée, aussi utile dans ses effets moraux que dans ses effets matériels.

EM. TIBBAUT.



PROPOSITION DE LOI**ARTICLE UNIQUE.**

Il est ajouté à l'article 8 de la loi du 10 mai 1900 un deuxième alinéa ainsi conçu :

« Pour les intéressés âgés, à la date du 1^{er} janvier 1901, de 40 à 48 ans, et de 48 à 55 ans, le montant de la prime annuelle par franc versé est porté respectivement à 1 et 2 francs sur les 6 premiers francs versés. Cette disposition est applicable à partir du 1^{er} janvier 1903. »

WETSVOORSTEL**EENIG ARTIKEL.**

Aan artikel 8 der wet van 10 Mei 1900 wordt een tweede lid toegevoegd, luidende als volgt :

« Ten bate van de belanghebbenden, die op 1 Januari 1901 respectievelijk den leeftijd van 40 tot 48 jaren, en dien van 48 tot 55 jaren bereikt hebben, wordt het bedrag van de jaarlijksche premie voor elken gestorten frank respectievelijk verhoogd tot 1 en tot 2 frank op de 6 eerst gestorte franken. Deze bepaling is toepasbaar te beginnen van 1 Januari 1903. »

Em. TIBBAUT.

Ch. DE PONTIÈRE.

Chev. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

D^r V. DELPORTE.

B^{on} RUZETTE.

Eugène DE GROOTE.

(6)

(Nr 107.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 MAART 1903.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen was een heerlijke spoorslag tot voorziening en mutualiteit.

Bijzondere personen, gemeenten, weldadigheidsburelen, provinciën, private liefdadigheidsinrichtingen volgden Staats voorbeeld en moedigden het sparen aan door toelagen. Gansch het land door, kwamen maatschappijen en bonden tot stand, en zijn daar brandpunten van propaganda, die werkt op den geest en den wil.

Om zich rekenschap te geven van den machtigen stroom der mutualiteit, zal het volstaan het verslag der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, over de verrichtingen in 1901, te doorloopen.

In 1901, werden 133,606 nieuwe pensioenboekjes genomen, waarop werden gestort fr. 8,853,414.08, waaronder fr. 4,147,672.17 door tussenpersonen, fr. 2,850,008.61 door particulieren en fr. 1,855,733.30 door den Staat, de provinciën, het Ministerie van Landbouw, enz.; de renten tijdens dit enkel jaar verworven, bedragen fr. 4,904,826.45.

Men vat gansch het gewichtige van dezen uitslag, wanneer men hem vergelijkt met dien van vorige jaren. In het tienjarig tijdvak 1888-1897, waren slechts 52,000 personen aangesloten bij de Lijfrentekas; in de vier volgende jaren, 1898-1901, werden 380,000 nieuwe rekeningen geopend, waaronder 136,384 voor het jaar 1900 en 133,606 voor 1901. Het bedrag der stortingen, dat in 1900 slechts fr. 5,121,053.02 bereikte, steeg in 1901 schier tot het dubbele.

't Is vooral de jeugd, die doordrongen geraakt van het begrip van voor-

ziening en van sparen; de school-mutualiteiten komen in het verslag voor met eene gezamenlijke storting van fr. 1,628,963.35.

't Is verheugend zulks te doen uitschijnen; ongelukkiglijk heeft dit tafereel eene schaduwzijde: de onverschilligheid van den rijpen ouderdom.

Dat was te voorzien. Sparen, zegt men, is eene gewoonte. Is deze stelling al te volstrekt, toch mag er gezegd worden dat sparen afhangt van de gewoonte. Welnu, is de menschelijke aard, evenals die der planten, lenig in de jeugd, en plooit hij zich gemakkelijk naar de richting, hem door de opvoeding gegeven, later verstijft hij in de aangenomen gewoonten. Niets is zoo lastig als hen die er in de kindsheid vreemd aan bleven, te plooiën naar begrippen en practijken van voorziening. Bij de natuurlijke onverschilligheid komt nog, in zake van pensioen, de moedeloosheid, verwekt door onmacht om zich eene toereikende rente te verschaffen. Trouwens zou hij die op den leeftijd van 40, 45 of 50 jaar jaarlijks 5 frank stort, op den ouderdom van 65 jaar, zelfs met de premiën van 60 centiemen per frank, slechts eene rente van 61, 42 of 27 frank verwerven. De aanmoediging is blijkbaar ontoereikend om gewoon gemis aan voorziening af te schudden en eenen ingeslapen wil te prikkelen.

Ook voorziet de wet van 10 Mei 1900 overgangsmaatregelen en verleent zij bijzondere hulp aan hen wier werking door ouderdom is verlamd.

Aan hen die op 1 Januari 1900 van 55 tot 58 jaar telden, verleent zij een bijpensioen van 65 frank op den leeftijd van 65 jaar, zoo zij gezamenlijke stortingen van 18 frank deden.

De aanmoediging bleef niet zonder gevolg, zooals blijkt uit onderstaande tabel:

*Rangschikking van de nieuwe boekjes naar den leeftijd
der titularissen.*

Leeftijd der titularissen.			Getal gevormde boekjes.	
			1900.	1901.
6 tot en met 9 jaar (wet van 9 Augustus 1897)			19,948	21,210
10 — 20 —			46,195	45,871
21 — 30 —			25,582	21,551
31 — 40 —			20,855	17,158
41 — 50 —			14,187	12,340
51 — 60 —			9,079	14,942
61 en meer			539	534

Men ziet het, terwijl het getal boekjes vermindert, naarmate men tot oudere klassen komt, stijgt het schielijk in de klasse van personen van 55 tot 58 jaar.

Artikel 8 der wet geeft eene andere bijzondere aanmoediging aan hen die den 1^{en} Januari 1890 minstens 40 jaar telden; de wet strekt den grondslag uit, waarop de premiën van 60 centiemen per frank worden berekend; zij brengt ze van 15 op 24 frank, zoodat de gezamenlijke premiën voor eenen persoon fr. 14.40 kunnen bereiken.

Doch, naar 't schijnt, had deze bepaling geenen uitslag, ten minste toch geenen toereikenden.

Dit had de middenafdeeling voorzeggd en zij drong bij de Regeering aan opdat het voorgesteld stelsel verbeterd zou worden; zij zegde het volgende :

§ 3. — *Overgangsbepalingen ten voordeele van veertigjarige arbeiders.*

« Vele leden, waaronder de uiterst bevoegde voorzitter der buiten het Parlement aangestelde commissie, welken de middenafdeeling het geluk had in haren schoot te bevatten, waren van oordeel dat er ten voordeele van deze reeds oude werklieden meer moest bijgedragen worden, en dat het in elk geval raadzaam ware geweest de verhooging niet enkel te verleen en aan werklieden met een hoog loon, maar ook aan hen die een gering loon trekken. Toch dacht de middenafdeeling niet dat zij een amendement had voor te stellen, omdat de geldelijke gevolgen daarvan niet te berekenen waren...

» Doch de afdeeling verwacht dat, vóór de goedkeuring van het ontwerp, de heeren Ministers van Financiën en van Nijverheid en Arbeid spoedig zullen willen onderzoeken of er geene mogelijkheid bestaat om nog doelmatiger de stortingen aan te moedigen, welke worden gedaan door werklieden die thans 40 jaar oud zijn. »

Deze wenschen waren billijk : het is door de ervaring bewezen.

De wet is ontzenuwd door onverschilligheid der ouderen. Niet alleen wijzen al de propagandisten op het kwaad, doch ook op dezès onvang; het treft niet enkel de klasse van personen van 40 tot 55 jaar, die de wet onverlet laten, meer uit onmacht dan uit natuurlijke onverschilligheid, en later het treurig schouwspel zullen opleveren van een geslacht zonder pensioen, maar ook bestaat het voor de jongere klassen, door dit verderfelijc voorbeeld ontmoedigd.

Het is dringend noodig de leemte der wet aan te vullen door eene meer gepaste aanmoediging. Twee reeds aangewende middelen tot aanmoediging liggen bij de hand; men kan aan hen die te bepalen minima-stortingen willen doen, een bijpensioen beneden 65 frank, en naar gelang van hunnen leeftijd, verleen en. Ook kan hunne premie per gestorten frank worden verhoogd, of kunnen beide stelsels worden gepaard.

Wij gaven de voorkeur aan de tweede wijze, om de tweevoudige reden dat zij de meest rechtstreeksche aanmoediging is en alle onderscheid tusschen titularissen wegneemt, alsmede alle tusschenkomst van de beschermingscomiteiten.

Wij stellen slechts eene zeer gematigde verhooging van premie voor. Wij brengen ze op 1 frank per frank voor lieden van 40 tot 48 jaar, en op 2 frank voor lieden van 48 tot 55 jaar, en beperken de toepassing tot de eerste 6 frank : zoo outkomen wij de vroeger door de middenafdeeling geuite vrees dat de lasten voor den Staat te zeer verzwaaard zouden worden. Daarvan overtuigt men zich gemakkelijk, wanneer men ziet dat het totaal

der stortingen, voortkomende van toelagen van den Staat, de provinciën, het Ministerie van Landbouw, enz., in 1901 slechts fr. 1,855,733.30 bedroeg.

Ons voorstel staat veeleer bloot aan 't verwijt van al te gematigd te zijn; sloten wij het binnen zulke erge palen, dan was het met de tweevoudige hoop dat het, enerzijds, spoediger en gemakkelijker door de Regeering zou aangenomen worden, en dat anderzijds de provinciën, gemeenten, officiele of private instellingen van liefdadigheid, immermeer deze premieën door toelagen zouden aanvullen.

Ons doel is, de wet beter overeen te brengen met de door de practijk aangewezen eischen, en aldus eenen volledigeren bijval te verzekeren aan een werk op bijzonderen ondernemingsgeest gegrond, zoo nuttig in zijne zedelijke als stoffelijke gevolgen.

EM. TIBBAUT.

PROPOSITION DE LOI**ARTICLE UNIQUE.**

Il est ajouté à l'article 8 de la loi du 10 mai 1900 un deuxième alinéa ainsi conçu :

« Pour les intéressés âgés, à la date du 1^{er} janvier 1901, de 40 à 48 ans, et de 48 à 55 ans, le montant de la prime annuelle par franc versé est porté respectivement à 1 et 2 francs sur les 6 premiers francs versés. Cette disposition est applicable à partir du 1^{er} janvier 1903. »

WETSVOORSTEL**EENIG ARTIKEL.**

Aan artikel 8 der wet van 10 Mei 1900 wordt een tweede lid toegevoegd, luidende als volgt :

« Ten bate van de belanghebbenden, die op 1 Januari 1901 respectievelijk den leeftijd van 40 tot 48 jaren en dien van 48 tot 55 jaren hebben bereikt, wordt het bedrag van de jaarlijksche premie voor elken gestorten frank respectievelijk verhoogd tot 1 en tot 2 frank op de 6 eerst gestorte franken. Deze bepaling is toepasselijk te beginnen van 1 Januari 1903. »

Em. TIBBAUT.

Ch. DE PONTIÈRE.

Chev. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

D^r V. DELPORTE.

B^{on} RUZETTE.

Eugène DE GROOTE.